

Libra: la nouvelle ambition de Facebook



TENDANCES EN JUIN

Les entreprises de location en ligne ont été la cible de critiques. Les gouvernements font à nouveau pression pour de nouvelles règles sur l'imposition des entreprises numériques.

Plus en pages 2-3

NOUVELLES DE L'OBSERVATOIRE

La sécurité, l'économie de l'Internet, les droits numériques et les nouvelles technologies ont été les thèmes les plus importants ce mois-ci.

Plus en pages 4-5

FOCUS:FACEBOOK LIBRA

La crypto-monnaie Libra récemment annoncée par Facebook soulève plusieurs questions de politique et de réglementation.

Plus en pages 6-7

COOPERATION DIGITALE

Le Groupe de haut niveau du Secrétaire général de l'ONU propose de nouveaux mécanismes pour renforcer la coopération numérique mondiale.

Plus en pages 8-9

Les grandes tendances politiques numériques en juin

Chaque mois, nous analysons des centaines de développements pour identifier les tendances des politiques numériques, et les questions à venir. Voici les principales tendances pour le mois de juin.

1. La Libra de Facebook: Changement de donne pour l'industrie crypto et financière ?

En 2018, Facebook a révélé son intention [d'examiner les crypto-monnaies et d'étudier « comment les utiliser au mieux dans nos services »](#). La compagnie a mis en place un groupe d'experts pour « explorer comment tirer le meilleur parti de la blockchain sur Facebook. » [Environ un an plus tard, en juin 2019, l'entreprise a annoncé le lancement officiel de sa crypto-monnaie Libra, en publiant la documentation technique, un Livre blanc et un testnet pour développeurs.](#)

Décrite comme une monnaie mondiale et une infrastructure financière dédiée à « la création d'un système financier plus inclusif », la nouvelle monnaie est construite sur la blockchain Libra et soutenue par une réserve d'actifs réels [\(argent provenant d'investisseurs et d'utilisateurs Libra\)](#).

La monnaie est régie par l'Association Libra, [une organisation à but non lucratif basée à Genève, en Suisse, dont les membres fondateurs comprennent à la fois des sociétés privées \(telles que PayPal, Mastercard, Visa, Stripe, Uber, Vodafone, Spotify, eBay et Lyft\) et des organisations à but non lucratif \(comme Kiva, Mercy Corps et Women's World Banking\)](#). Facebook fait partie de la Libra Association par l'intermédiaire de sa nouvelle filiale Calibra, [qui développera les portefeuilles électroniques pour que les utilisateurs puissent recevoir et dépenser la Libra](#).

Est-ce que Libra changera la donne dans l'industrie du crypto et de la blockchain ? Nous pouvons examiner la question sous deux angles. D'un côté, la Libra apportera la notion de transport facile, de transactions à faible coût et d'argent programmable à de nombreuses personnes qui n'ont jamais utilisé ce type de service. Cela pourrait en effet changer la donne et mener à l'adoption plus large des monnaies numérisées. Néanmoins, Libra pourrait devenir un puissant concurrent et étouffer le développement de nombreux services basés sur blockchain et FinTech qui offrent des solutions similaires.

De l'autre côté, la Libra n'est pas vraiment une crypto-monnaie comme nous les connaissons. Contrairement à d'autres, comme Bitcoin ou Ether, la Libra n'est pas décentralisée; elle est gouvernée par un organe central, l'Association Libra. Elle n'est pas ouverte; tout le monde peut l'utiliser, mais pas tout le monde peut confirmer les transactions ou consulter les données de la blockchain. La monnaie n'est pas à l'abri de censure; les fonds des usagers peuvent être saisis. On prétend souvent que le

principal avantage des crypto-monnaies traditionnelles réside dans leur indépendance face à la monnaie émise par les banques centrales. Avec Libra, Facebook est peut être en train de changer le discours sur les crypto-monnaies, en les présentant comme des outils dont les principaux avantages sont le faible coût et la rapidité des paiements.

Le temps nous dira quel sera l'impact de la Libra. Entre-temps, des questions de gouvernance et de réglementation entourent cette monnaie. Nous analysons ces implications aux pages 6-7.

2. Les entreprises de location en ligne font l'objet de critiques

L'économie du partage a créé de nouveaux modèles d'affaires qui font concurrence aux services plus traditionnels dans des domaines comme le transport et l'hôtellerie. Ces nouveaux modèles ont été l'objet d'intenses critiques depuis un certain temps. Des entreprises de covoiturage commercial comme Uber, par exemple, ont été critiquées pour les conditions de travail de leurs conductrices et conducteurs; ces derniers ne sont pas reconnues comme des employés et n'ont donc aucun droit ou soutien adéquat de l'entreprise. Actuellement, la croissance explosive des entreprises de location en ligne fait l'objet d'une attention croissante de la part des autorités publiques.

En Europe, dix grandes villes (Amsterdam, Barcelone, Berlin, Berlin, Bordeaux, Bruxelles, Cracovie, Munich, Paris, Valence et Vienne) ont demandé l'aide de l'UE [pour résoudre les problèmes causés par Airbnb et d'autres sites de location de vacances](#).

Les autorités affirment que la croissance explosive de ces plateformes entrave l'accès au logement des habitants et modifie l'apparence des quartiers. Lorsque les maisons peuvent être louées de façon lucrative aux touristes, elles disparaissent du marché immobilier, ce qui entraîne une pénurie de logements dans ces villes et fait monter les prix. Les représentants des dix villes européennes ont demandé à ce que ce thème soit inscrit à l'ordre du jour des commissaires européens.

Cette lettre arrive à point nommé. En avril 2019, l'avocat général de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a rendu un avis non contraignant [indiquant que, compte tenu que Airbnb fournit un service de la société de l'information, la compagnie ne devrait pas être considérée comme un agent immobilier traditionnel](#). Si cet avis est confirmé par la CJUE, il permettrait à Airbnb et à d'autres plateformes similaires de fonctionner librement dans toute l'UE.

L'opposition au modèle d'Airbnb et les tentatives de réglementation de ce type d'entreprise se manifestent également dans d'autres villes du monde, comme New York, [Londres](#), [Dublin](#), [Reykjavik](#), [Singapour](#), [Tokyo](#)

et même San Francisco, où Airbnb est né. Les mesures prises consistent notamment à limiter le nombre de jours pendant lesquels les propriétaires peuvent louer leurs places via des plateformes en ligne, à exiger que Airbnb et les plateformes similaires fournissent aux autorités locales des informations sur les hôtes (par exemple, noms et adresses) et à exiger que les hôtes s'inscrivent auprès des autorités.

En même temps, des clubs de partage de maison sont créés dans plusieurs de ces villes. Il s'agit de groupes de pression composés d'hôtes d'Airbnb, qui se consacrent à mener des activités de lobbying informelles et à « plaider en faveur de lois équitables sur le partage de foyers ».

Au fur et à mesure que l'économie du partage poursuivra son expansion, nous verrons probablement de plus en plus de villes et de pays confrontés à la nécessité de réglementer les fournisseurs de services tels que Airbnb et Uber. La tendance est déjà là; il reste à voir à quel point ces nouvelles règles seront strictes ou souples.

3. Un nouvel élan pour taxer les géants du numérique

En juin, les questions de fiscalité dans l'économie numérique sont revenue au premier plan. Lors de leur réunion à Fukuoka, au Japon, les ministres des finances du G20 ont convenu d'intensifier leurs efforts en vue d'une « solution consensuelle » aux défis fiscaux liés à la numérisation. Un ensemble de règles communes du G20 pour l'imposition des entreprises numériques devrait être élaboré d'ici 2020.

Les ministres ont également réitéré leur soutien à l'approche dite des deux piliers en matière de fiscalité,

élaborée par le Cadre inclusif sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et du G20. Selon cette stratégie, les entreprises seraient soumises à taxation dans les pays où leurs produits ou services sont vendus (même si elles ne s'y trouvent pas). Si les entreprises peuvent encore enregistrer leurs bénéfices dans des juridictions à faible taux d'imposition, les pays pourraient appliquer un taux d'imposition minimum global.

Les plans du G20 visant à élaborer des règles communes d'ici 2020 peuvent sembler un peu ambitieux, étant donné que des tentatives similaires n'ont pas suffisamment progressé ou ont même été abandonnées. L'UE, par exemple, a récemment abandonné son projet de taxe numérique à l'échelle de l'UE, auxquels l'Irlande et les pays nordiques se sont opposés. Ceux qui s'opposent à la taxe à l'échelle de l'UE ont indiqué qu'au lieu d'élaborer ses propres règles, le bloc devrait attendre que l'OCDE termine ses travaux sur les règles fiscales mondiales. Cependant, l'approche de l'OCDE est considérée comme trop lente par certains, ce qui a incité plusieurs pays à élaborer leurs propres règles pour taxer les géants de la technologie. L'Autriche, la France et l'Espagne ne sont que quelques exemples.

Ce que nous constatons, c'est une pression constante en faveur de règles claires concernant l'imposition des entreprises numériques. Il y a maintenant trois voies dans cette direction: le processus de l'OCDE visant à un accord mondial sur les règles fiscales, les règles fiscales nationales émergentes dans différents pays et le récent accord du G20 visant à élaborer une politique fiscale commune d'ici 2020. Malgré ces efforts distincts, une chose est certaine: La fiscalité de l'économie numérique est, et restera probablement, une des priorités des gouvernements.



Développements des politiques numériques en juin

Avec tant de développements chaque semaine, l'environnement politique est rempli de nouvelles initiatives, d'évolutions réglementaires, de nouvelles décisions de justice, et de changements géopolitiques.

A travers l'observatoire *Digital Watch*, nous décodons, contextualisons, et analysons ces développements, dans un format simple. Le baromètre du mois suit et compare ces développements afin de distinguer des tendances et la présence de nouveaux sujets à l'agenda par rapport au mois précédent. Ce baromètre fournit les résumés, mais n'hésitez pas à cliquer sur les icônes en bleu pour en apprendre plus, ou visiter la section Updates de l'observatoire.



en progression

Architecture globale de la gouvernance de l'Internet

Le Groupe de haut niveau sur la coopération numérique du Secrétaire général de l'ONU a présenté son rapport avec une série de recommandations et une invitation aux parties prenantes à s'engager en faveur d'une Déclaration sur l'interdépendance numérique.



neutre

Développement durable

L'Indice relatif à l'économie et à la société numériques de l'UE révèle que tous les pays de l'UE ont amélioré leur compétitivité numérique, mais que certains sont encore à la traîne en matière de numérisation. Le Tableau de bord des femmes dans le numérique, qui évalue l'inclusion numérique des femmes, constate que l'écart entre les sexes est toujours présent dans l'UE.

L'Enquête mondiale sur la sécurité et la confiance dans l'Internet révèle qu'il faut accroître la confiance dans l'Internet pour soutenir l'économie numérique.

Sécurité

Le groupe de travail à composition non limitée de l'ONU, créé pour examiner les développements dans le domaine des télécommunications et de l'information dans le contexte de la sécurité internationale, a entamé ses travaux.



en progression

L'Iran a annoncé avoir exposé et démantelé un réseau de cyber-espionnage américain. Les sociétés de sécurité signalent une augmentation des cyber-attaques iraniennes, tandis que l'administration américaine aurait lancé des cyber-attaques contre les systèmes informatiques iraniens qui contrôlent les tirs de missiles. Les États-Unis seraient en train d'intensifier les cyber-opérations contre le réseau électrique de la Russie.

La Chine a publié un projet de règlement décrivant les mesures à prendre par les opérateurs de réseaux pour protéger les informations personnelles des enfants en ligne.

Deux cas aux États-Unis allèguent que Echo, l'assistant intelligente d'Amazon, enregistre les interactions d'enfants en permanence sans leur consentement, tandis que la Commission fédérale du commerce des États-Unis enquête sur YouTube pour collecte illégale de données concernant les enfants.



en progression

Commerce électronique et Economie de l'Internet

Dix villes européennes ont demandé à la Commission européenne de les aider à faire face à l'expansion des plateformes de location à court terme telles que Airbnb.

Les ministres des finances du G20 se sont engagés à élaborer une politique fiscale consensuelle d'ici 2020. Les ministres du commerce et de l'économie numérique du G20 présentent des plans pour une société numérique centrée sur l'être humain.

Facebook a annoncé le lancement officiel de sa monnaie numérique Libra, qui devrait être opérationnelle en 2020. Le Brésil envisage de créer une commission chargée d'élaborer des règles concernant les crypto-monnaies. L'Australie a publié des lignes directrices pour les offres initiales de pièces de monnaie (Initial Coin Offerings) et les actifs cryptographiques.



en progression

Droits numériques

Google fait face à de nouvelles plaintes en matière de protection de la vie privée dans neuf pays européens.[L](#)

L'autorité italienne de protection des données (APD) a infligé une amende d'un million d'euros à Facebook pour atteinte à la vie privée dans l'affaire Cambridge Analytica.[L](#) L'APD suédoise a ouvert une enquête sur les violations présumées par Spotify du Règlement général sur la protection des données (RGPD).[L](#)

Les États-Unis exigent des demandeurs de visa qu'ils fournissent les noms d'utilisateur et les adresses électroniques des médias sociaux des cinq dernières années.[L](#)

Le Soudan[L](#) et l'Éthiopie[L](#) font face à des fermetures d'Internet.



en progression

Questions juridiques

L'Avocat général de la CJUE a estimé qu'il était possible d'ordonner à Facebook d'identifier les commentaires identiques à un commentaire diffamatoire illégal.[L](#)

La CJUE a décidé que les services VoIP payants représentent des services de communications électroniques et doivent être conformes à la réglementation européenne applicable.[L](#) Cependant, les services de courrier électronique basés sur le Web ne sont pas soumis aux règles des télécommunications.[L](#)

Le Sri Lanka a annoncé son intention d'introduire de nouvelles sanctions pour la diffusion de fausses nouvelles et de discours haineux en ligne.[L](#)

YouTube[L](#) et Facebook[L](#) ont introduit de nouvelles politiques pour lutter contre le discours de haine.

Le Secrétaire général de l'ONU a lancé la Stratégie et le Plan d'action des Nations Unies contre le discours de haine.[L](#)



en progression

Infrastructure

Huawei a conclu des accords 5G avec l'Union africaine[L](#) et la Russie.[L](#) La Chine a émis des licences 5G à usage commercial à de grandes entreprises de télécommunications.[L](#)

Les premiers superordinateurs européens seront hébergés sur huit sites dans toute l'UE.[L](#)

Le Canada a lancé le Fonds pour les services à large bande afin d'améliorer l'accès à Internet.[L](#)

Les États-Unis ont alloué 166,8 millions de dollars américains à l'expansion de la large bande rurale dans 22 États.[L](#)

Les utilisateurs britanniques auront un droit légal à l'Internet 10Mbps à partir de mars 2020.[L](#)



en baisse

Neutralité du net

Le président de la Commission fédérale des communications des États-Unis a fait valoir que les débits Internet sont plus élevés depuis l'abrogation des règles de neutralité du net.[L](#)



en progression

Nouvelles technologies (IA, Internet des objets...)

Les ministres du commerce et de l'économie numérique du G20 ont approuvé un ensemble de principes d'intelligence artificielle (IA), tirés de la Recommandation de l'OCDE sur l'IA.[L](#) Le Groupe d'experts de haut niveau de l'UE sur l'IA a publié une série de recommandations en matière de politiques et d'investissements pour une IA digne de confiance.[L](#)

Les États-Unis ont mis à jour leur Plan stratégique national de recherche et de développement en matière d'IA.[L](#)

Amazon s'est joint à d'autres entreprises de technologie pour réclamer une réglementation sur l'utilisation de la technologie de reconnaissance faciale.[L](#)

Les autorités de San Francisco ont l'intention d'utiliser l'IA pour prévenir les préjugés dans les poursuites juridiques.[L](#)

Facebook Libra: Le pouvoir monétisant des médias sociaux

La crypto-monnaie Libra récemment annoncée par Facebook devrait être accessible au public en 2020. Pour l'instant, l'Association Libra est en cours de consolidation, sous la direction de Facebook au moins pour l'année 2019, afin de gouverner la Blockchain Libra et la Libra Reserve. Et un testnet pour présenter aux développeurs le réseau est maintenant en ligne.

Comment fonctionnera la Libra?

Dans son Livre blanc, Libra est décrite comme une monnaie développée sur une blockchain - la Libra blockchain. Cette blockchain est privée ou basée sur des permissions, de sorte que seuls les acteurs sélectionnés (nœuds) peuvent l'utiliser, et observer et vérifier les transactions qu'elle contient. La Fondation Libra propose des frais de 10 millions de dollars pour qu'une entreprise soit sélectionnée comme nœud dans ce réseau. L'entité a également annoncé qu'elle commencera la transition vers une blockchain ouverte/sans autorisation au cours des cinq prochaines années.

La Libra est une « monnaie stable » qui sera soutenue par un panier de monnaies fiat, et offerte sur les bourses, de sorte que les utilisateurs peuvent être « sûrs que la valeur de leurs pièces aujourd'hui sera relativement stable dans le temps ».

L'idée derrière la plupart des entreprises FinTech est de rendre les paiements et les services financiers utilisables par les téléphones mobiles, sachant que les réseaux mobiles couvrent aujourd'hui la plupart des régions du monde. Sur cette base, Libra offrira un service de paiement en ligne instantané pour tous ses utilisateurs, de sorte que « déplacer de l'argent dans le monde entier [devienne] aussi facile et bon marché que d'envoyer un message texte ». Compte tenu du nombre impressionnant de 2,3 milliards d'utilisateurs de Facebook, Libra promet d'atteindre les deux tiers de l'ensemble des internautes.

Les utilisateurs pourront également acheter et vendre la Libra sur les échanges en ligne pour des monnaies fiat, créant ainsi le marché liquide. Sur le plan commercial, différents rabais sont attendus par l'intermédiaire de partenaires marchands, ainsi que d'autres campagnes liées au commerce électronique. Libra permettra très probablement aux utilisateurs d'effectuer des achats en ligne directement via Facebook, Instagram et WhatsApp. Ces applications deviendront de facto une plateforme de commerce électronique, apportant encore plus de revenus à Facebook.

La part de marché de Facebook augmentera-t-elle?

Facebook vise à atteindre les non bancarisés, mais pas seulement eux. L'industrie des envois de fonds, estimée à 529 milliards de dollars en 2018, sera également ébranlée.

Les envois de fonds est un terme emprunté pour désigner le transfert d'argent effectués par des personnes travaillant dans des pays étrangers vers leur pays d'origine. Par exemple, les rapports montrent qu'en 2018, l'Inde a reçu 78,6 milliards de dollars en envois de fonds, la Chine 67,4 milliards de dollars et le Mexique 35,7 milliards de dollars.

Si elle réussit à créer un public dans les pays en développement, la Libra servira de monnaie de réserve ou de sauvegarde pour de nombreux utilisateurs. En retour, cela peut affaiblir les monnaies des pays en développement, déjà en difficulté, et donner à Facebook encore plus de contrôle sur les données des utilisateurs et la souveraineté financière. Selon certaines estimations, cela pourrait mener à une « dé-dollarisation » des pays en développement (c'est-à-dire que les gens cesseraient d'utiliser le dollar américain comme monnaie de réserve et le remplaceraient par la Libra).

Peut-on faire confiance à Facebook, compte tenu de ses antécédents en matière de protection de la vie privée et des données personnelles ?

Étant donné les nombreuses préoccupations en matière de protection de la vie privée et des données que Facebook a suscitées dans le passé, il n'est pas surprenant que des préoccupations semblables soient maintenant soulevées à l'égard de la Libra. Les détracteurs craignent que la crypto-monnaie permettra à Facebook d'accéder aux données des utilisateurs, y compris des informations de nature financière. Ils vont même jusqu'à considérer qu'elle pourrait devenir « la forme de surveillance la plus envahissante et la plus dangereuse de l'entreprise ».

Conscient de sa réputation, Facebook affirme que le système autour de la Libra tient compte des préoccupations relatives à la vie privée. En plus de fournir des « contrôles de gestion des données simples, compréhensibles et accessibles » à ses utilisateurs, la filiale Calibra de Facebook « ne partagera pas d'informations de compte ou de données financières avec Facebook ou un tiers sans le consentement du client ». En fait, David Marcus, responsable de la blockchain de l'entreprise, a même promis que ces informations ne seront pas utilisées pour améliorer le ciblage publicitaire sur Facebook. Il reste à voir ce que tout cela signifie en pratique, car cela n'est pas la première promesse de Facebook de prêter davantage attention à la protection de la vie privée des utilisateurs.

Questions réglementaires

Facebook s'inspire du succès de l'application WeChat, qui est désormais un canal majeur de paiement en ligne en Chine. Néanmoins, WeChat n'est pas transfrontalier; les fonctions de paiements de l'application ne sont applicables qu'à certaines juridictions. Par conséquent, il n'est pas clair comment Facebook va déployer ce service de paiement mondial et se conformer aux différentes lois et réglementations dans le monde entier.

Lorsque les utilisateurs utilisent des systèmes de paiement in-app (comme WeChat), ils effectuent des transactions dans des monnaies fiat (par exemple, dollar américain, euro, yuan). Les organismes financiers contrôlent ces flux monétaires conformément au cadre financier mondial. Les utilisateurs de Calibra traiteront la crypto-monnaie Libra qui peut ensuite être convertie en monnaie fiat; cependant, en raison de sa nature globale, les utilisateurs pourront également décider de ne pas convertir leurs monnaies Libra, mais de l'enregistrer pour un usage ultérieur. La conversion des devises lors de transactions monétaires transfrontalières pourrait entraîner des coûts importants pour les utilisateurs. Pour que la Libra puisse opérer à l'échelle mondiale, elle devra très probablement acquérir une licence bancaire dans les pays où elle opérera, comme l'a récemment suggéré le gouverneur de la Banque de France: « La crypto-monnaie mondiale Libra prévue sur Facebook doit respecter la réglementation anti-blanchiment et elle doit faire la demande pour l'obtention d'une licence bancaire si elle offre des services bancaires. »

Calibra est enregistrée en tant qu'entreprise de services monétaires auprès de la Trésorerie américaine et a demandé une licence pour devenir un transmetteur de fonds, une licence nécessaire aux États-Unis pour émettre des crypto-monnaies.

La Libra Association est enregistrée à Genève parce que « la Suisse a une histoire de neutralité mondiale et d'ouverture à la technologie de la blockchain, et l'association s'efforce d'être une institution neutre et internationale. » Même s'ils sont enregistrés en Suisse, les fonds qui soutiennent la monnaie seront utilisés dans le monde entier.

En plus de la crypto-monnaie Libra, l'association a également annoncé la création du jeton d'investissement Libra. Ce jeton servira de garantie financière et donnera droit à une part des intérêts futurs accumulés dans la Réserve de la Libra. En soi, c'est une question qu'il vaut la peine d'examiner. En vertu de la loi américaine, l'acceptation de fonds pour une garantie de rendement d'intérêt ne peut se faire uniquement avec une licence de transfert de fonds. On ne sait pas exactement qui régira ces fonds; selon la réglementation en vigueur, ils doivent être déposés dans une banque.

En raison de réglementations financières strictes, l'émission d'une procédure d'offre initiale de pièces de monnaie (OIC) et de leur propre pièce est encore très improbable pour de nombreuses entreprises. Alors que certaines entreprises ont échoué dans de telles tentatives, d'autres indiquent clairement qu'elles n'ont même pas de tels plans. Par exemple, Pony Ma, PDG de Tencent (la société mère de WeChat) a déclaré: « Les OIC restent très risquées. Nous n'avons pas l'intention de participer au lancement de notre propre crypto-monnaie. » Il reste à voir comment Facebook se conformera aux règlements existants, mais elle semble prête à travailler avec la Security and Exchange Commission et la Federal Reserve des États-Unis pour répondre aux préoccupations légitimes concernant la Libra.

Du côté de la protection des consommateurs, « les membres [de la Libra Association] se sont engagés à travailler avec les autorités pour créer un environnement réglementaire qui encourage l'innovation technologique tout en maintenant des normes élevées de protection des consommateurs. » Comme nous pouvons le voir dans cette déclaration, l'association tentera en fait d'élaborer de nouvelles réglementations, et non de se conformer à celles qui existent déjà.

Les organismes réglementaires ont réagi immédiatement. Le même jour où Facebook a annoncé ses plans, les législateurs américains ont fait appel à la société d'arrêter les développements autour de la Libra jusqu'à l'audition du Sénat sur cette question particulière, qui est déjà prévue pour le 16 juillet. Par ailleurs, le Ministre des finances français a annoncé la création immédiate d'un groupe de travail sur la Libra au sein du G7 (dont la France assure la présidence tournante).

Nous prévoyons que la Balance sera d'abord déployée dans des juridictions favorables à la blockchain, puis qu'elle s'élèvera au niveau mondial. Elle pourrait se heurter à certains obstacles, comme l'ont déjà laissé entendre l'Inde et la Russie.

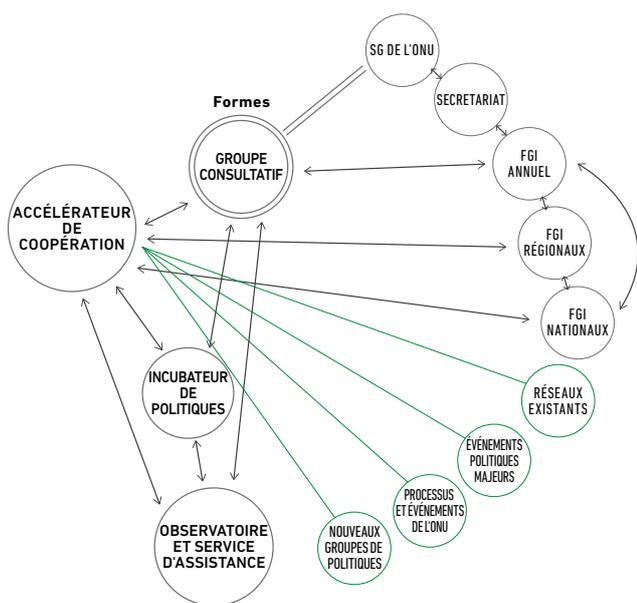


Credit: Kārlis Dambrāns

Nouveaux modèles proposés pour renforcer la coopération numérique

L'une des principales recommandations du Groupe de haut niveau sur la coopération numérique est de développer des mécanismes actualisés pour la coopération numérique mondiale. Cela serait facilité par un processus de consultation ouvert pour discuter des trois architectures proposées visant à combler les lacunes existantes en matière de politiques et de gouvernance. Nous résumons ces trois modèles.

FGI Plus (FGI+)



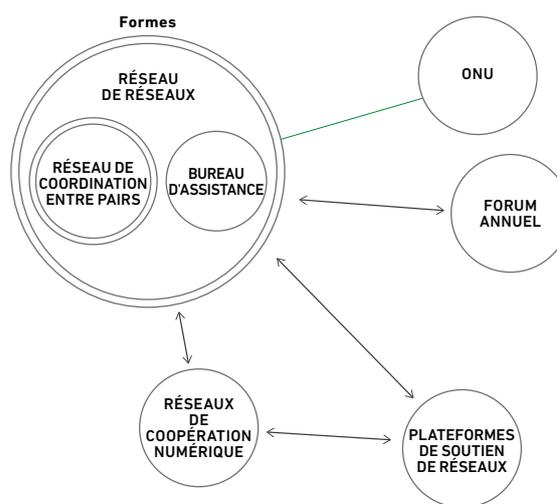
Rôle :

- En partant du mandat actuel du Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI), tel que défini dans l'Agenda de Tunis pour la société de l'information, FGI Plus tirerait parti des atouts du processus du FGI (équilibre entre les sexes, méthodes novatrices, FGI nationaux et régionaux, etc.) et remédierait aux faiblesses actuelles (liées aux résultats, participation des gouvernements des pays en développement, etc.)

Composition :

- Un Groupe consultatif qui préparerait les réunions annuelles du FGI et identifierait chaque année les questions politiques prioritaires.
- Un Accélérateur de coopération qui soutiendrait la coopération entre les organisations et les processus existants sur des questions spécifiques de politique numérique.
- Un Incubateur de politiques qui surveillerait, examinerait et incuberait des politiques et normes.
- Un Observatoire et un Service d'assistance qui donneraient un aperçu des questions de politique numérique, coordonneraient les activités de renforcement des capacités et apporteraient aide et assistance en matière de coopération et de politiques numériques.

Architecture de co-gouvernance distribuée (COGOV)



Rôle :

- Produire des solutions volontaires de coopération numérique, y compris des normes, et les mettre à la disposition des parties prenantes pour qu'elles les examinent et les adoptent éventuellement.

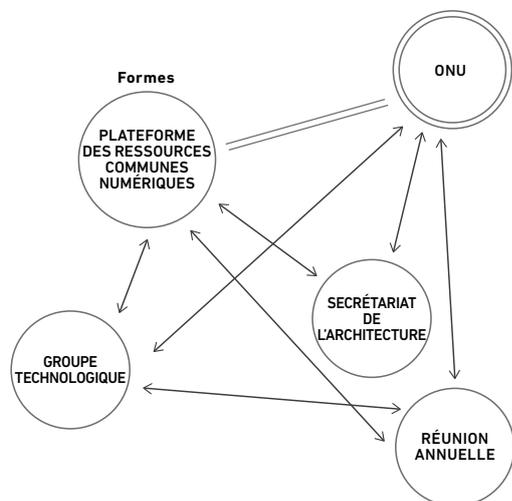
Composition :

- Réseaux de coopération numérique qui renforceraient la coopération, concevraient ou actualiseraient les normes numériques et développeraient la capacité d'adopter des politiques et des normes.
- Plateformes de soutien de réseaux qui soutiendraient les réseaux de coopération numérique et leur permettraient d'évoluer.
- Un Réseau de réseaux qui coordonnerait et soutiendrait les activités de tous les réseaux de coopération numérique et de toutes les plateformes de soutien des réseaux.

Lancement du rapport du Groupe à Genève

Le rapport du Groupe, L'ère de l'interdépendance numérique, a été lancé à Genève le 17 juin 2019, après son lancement inaugural à New York le 10 juin 2019. Une semaine après le lancement, le 24 juin, la communauté de politique numérique genevoise s'est réunie pour développer davantage les recommandations. Dans leurs contributions de Genève, les experts ont proposé des plans d'action pour mettre en œuvre les recommandations du Groupe.

Architecture des ressources communes numériques



Rôle :

- Créer des synergies entre les efforts des parties prenantes pour faire en sorte que les technologies numériques favorisent la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), par exemple en proposant des modèles techniques et des normes de responsabilité.

Composition :

- Des axes de discussions multipartites qui génèreraient un dialogue sur les questions numériques émergentes et communiqueraient les problèmes connexes à résoudre par les parties prenantes. Les résultats des axes de discussions seraient discutés lors d'une réunion annuelle, qui fournirait des orientations aux parties prenantes.
- Un petit secrétariat, éventuellement hébergé par l'ONU, qui assurerait la coordination des pistes et organiserait leur réunion annuelle.



ORGANE SUPRÊME DU MODÈLE PROPOSÉ



AUTRES ORGANES DU MODÈLE PROPOSÉ



ORGANES EXTERNES

== MANDATÉ PAR

↔ FLUX DE FONCTIONS ET D'ACTIVITÉS

— LIENS AVEC ORGANES EXTERNES

Mécanismes disponibles au bout de vos doigts

Le rapport souligne la nécessité d'une meilleure coordination entre les parties prenantes, notamment en raison du nombre considérable de mécanismes existants en matière de coopération numérique.

L'observatoire *GIP Digital Watch* a identifié plus de 1000 mécanismes et instruments de politique numérique existants, [comportant des conventions, des jugements de tribunaux, des recommandations, des résolutions et déclarations, des normes numériques et de nombreux autres types de mécanismes.](https://dig.watch/mechanisms)

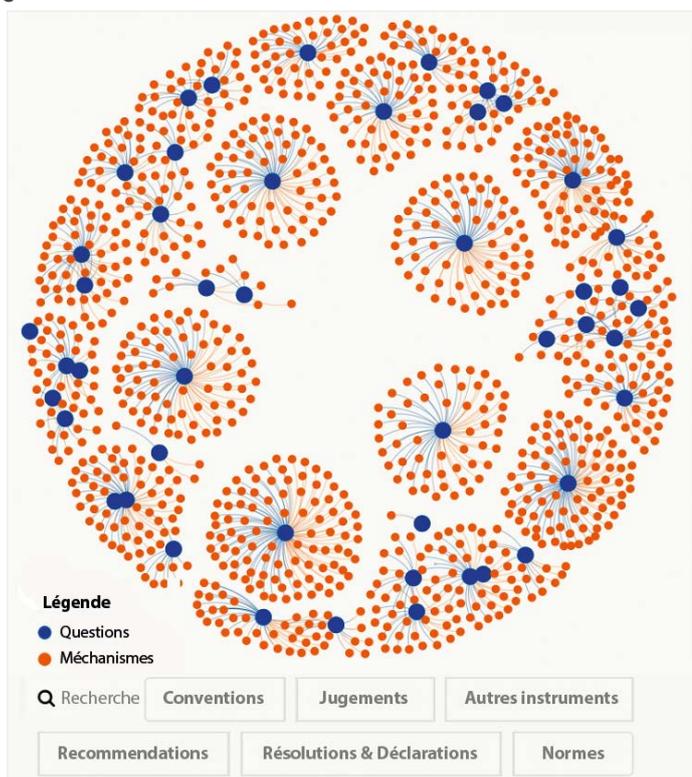
Explorer les mécanismes

La base de données interactive sur <https://dig.watch/mechanisms> vous tient au courant des derniers développements en matière de réglementation de la politique numérique.

La base de données complète et facile à naviguer attribue les mécanismes à 47 questions de politique numérique, y compris les ressources critiques de l'Internet, la politique de contenu, la sécurité des enfants en ligne, les modèles commerciaux numériques, le cryptage, les cyber-conflits et la cyber-guerre.

La base de données comprend les mécanismes politiques adoptés par les pays, les ONG, les institutions financières et éducatives, ainsi que les organes judiciaires.

L'observatoire *GIP Digital Watch* collecte des instruments de politique numérique en permanence. La base de données est mise à jour régulièrement.



Événements politiques à Genève en juin

De nombreuses discussions se tiennent à Genève chaque mois. Cette section détaille les principaux événements du mois de juin. Pour lire les rapports résumant les discussions, visitez notre page « [Past Events](#) » sur le site de l'observatoire [Digital Watch de la GIP](#).

Conseil de l'UIT 2019 | 10–20 juin 2019

Le Conseil de l'Union internationale des télécommunications (UIT) a approuvé des propositions telles que les plans opérationnels pour 2020-2023 et le renforcement de la présence régionale de l'organisation. Le Conseil a annoncé qu'il préparerait un rapport expliquant comment l'UIT utilise actuellement le Programme mondial cybersécurité. Elle élaborera également des lignes directrices

appropriées pour l'utilisation du cadre en collaboration avec les États membres, qui seront soumises à l'approbation du Conseil pour 2020. Le Secrétaire général de l'UIT, Houlin Zhao, a indiqué que le Conseil recevrait bientôt de plus amples informations sur le nouveau siège. Il a remercié l'équipe d'auditeurs externes pour leurs conclusions qui serviront à renforcer les mécanismes de contrôle interne.

108ème session de la conférence de l'Organisation internationale du Travail | 10–21 juin 2019

La session, qui s'est tenue sous le thème « Construire un avenir avec un travail décent », a célébré le centenaire de l'Organisation internationale du Travail (OIT). La conférence a adopté la Déclaration du Centenaire de l'OIT pour l'avenir du travail qui souligne le rôle et la pertinence du mandat de l'OIT dans un monde du travail en mutation, et comprend une feuille de route pour les actions de l'organisation. La déclaration adopte une approche de l'avenir du travail centrée sur l'être humain et met l'accent sur le fait

de permettre aux individus de bénéficier des changements dans le monde du travail, en renforçant les institutions du travail pour assurer une protection adéquate de tous les travailleurs et en favorisant une croissance soutenue, inclusive, durable et le plein emploi productif. La conférence a également discuté de l'impact de la technologie sur l'environnement de travail et a souligné l'importance de la protection de la vie privée et des données, ainsi que la nécessité de réglementer de nouvelles formes de travail.

Conférence de Genève sur le droit et la politique de cybersécurité | 20 juin 2019

La conférence a porté sur la responsabilité civile pour les cyber-attaques et les défis de la responsabilité pour l'Internet des objets (IoT) ou les violations fondées sur l'IA. Les participants ont examiné la question de la protection des données en relation avec les atteintes à la cybersécurité et

les problèmes juridiques que posent de tels incidents pour la poursuite des attaques contre des données à caractère personnel. Les discussions ont également porté sur la gestion des risques et l'avenir de la cybersécurité.

Conseil des droits de l'homme des Nations Unies – 41ème session | 24 June–12 July 2019

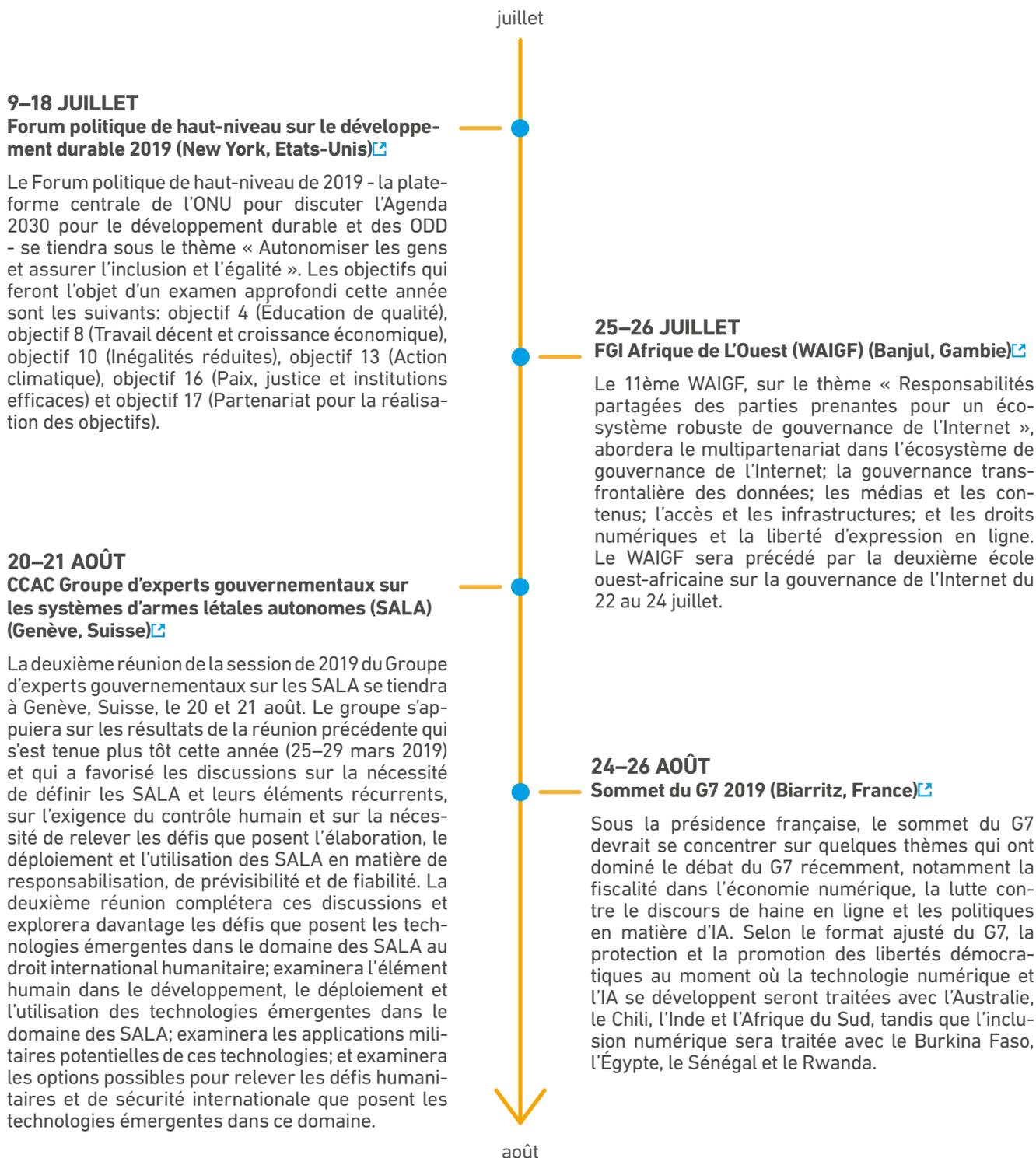
Au cours de la 41ème session du Conseil, deux rapports pertinents pour les questions numériques ont été présentés. Le premier rapport a été présenté par M. David Kaye (Rapporteur spécial sur le droit à la liberté d'opinion) et l'autre par M. Clément Nyaletsossi Voule (Rapporteur spécial sur le droit à la liberté de réunion pacifique). En outre, plusieurs sessions et manifestations parallèles ont été consacrées aux questions des droits numériques. La session sur les droits de l'homme et la technologie numérique a souligné la nécessité pour les communautés des droits de l'homme de s'engager plus activement dans les

processus de cybersécurité et de commerce électronique qui peuvent avoir un impact sur les droits de l'homme tels que la protection des données personnelles et l'accès à l'information. La session sur les technologies de surveillance et les droits de l'homme a réclamé un moratoire sur la vente, le transfert et l'utilisation des outils et technologies numériques de surveillance.

Lisez nos rapports de cette session et des autres. 

Les principaux événements sur le numérique à venir en juillet

Nous anticipons l'agenda des politiques numérique à venir pour souligner les principales discussions à suivre au cours des prochaines semaines. Pour certains de ces événements, l'observatoire réalisera des rapports de sessions, ainsi qu'un rapport final résumant les discussions.

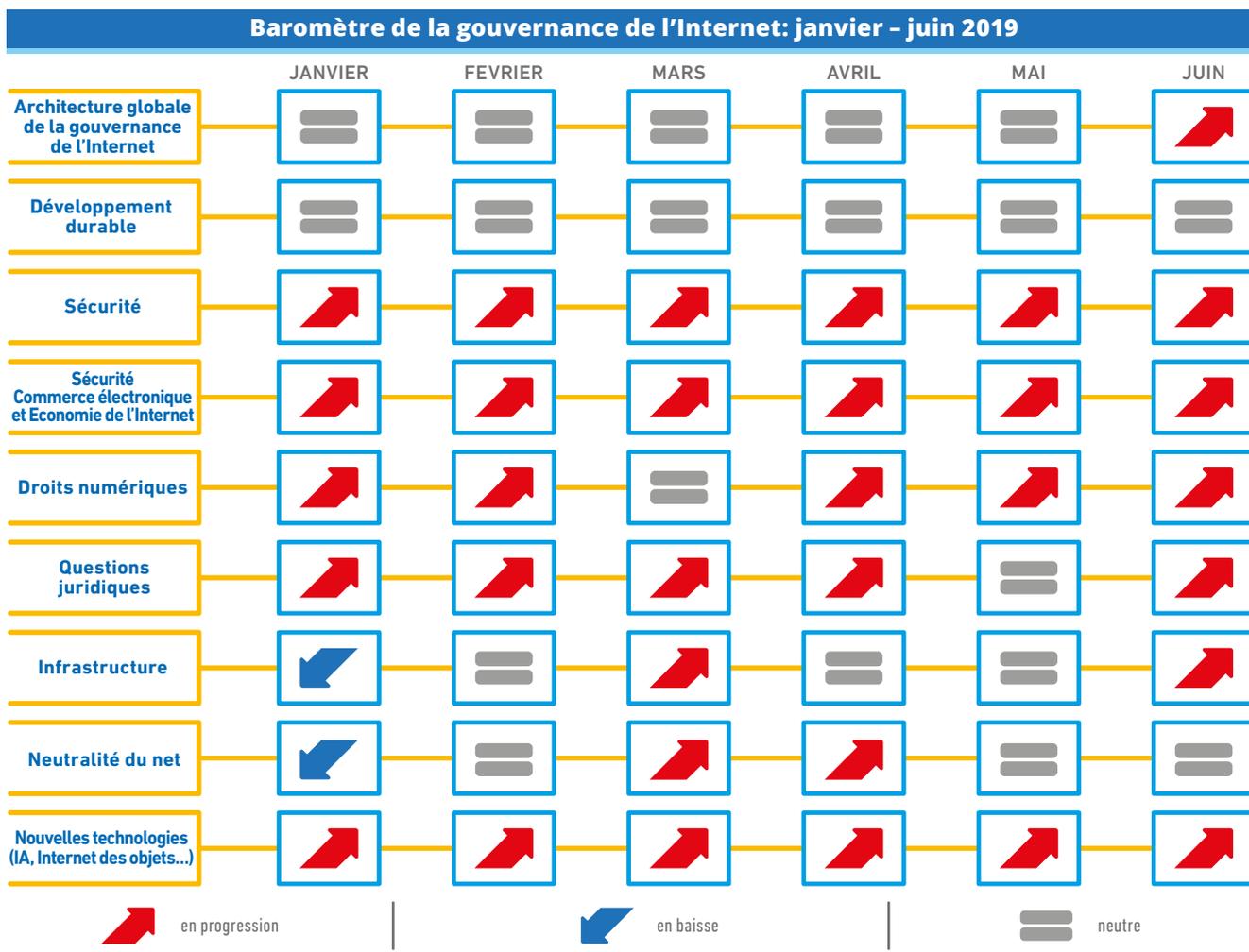


Une réflexion de mi-année sur les tendances de la politique numérique

Quelles ont été les principales tendances de la politique numérique au cours des six premiers mois de l'année ? Un coup d'œil sur notre baromètre de la gouvernance de l'Internet nous donne une réponse claire.

La sécurité, l'économie de l'Internet et les technologies de pointe ont gagné en pertinence mois après mois, tandis que les droits numériques et les questions juridiques étaient également au centre des préoccupations. Ces tendances ont été reflétées par la controverse de Huawei, les préoccupations croissantes concernant la diffusion de contenus préjudiciables, la croissance des entreprises de technologie et l'innovation technologique continue.

Restez branchés pour notre examen de mi-année, qui paraîtra bientôt.



A propos de ce numéro

Le numéro 41 de la *Digital Watch* newsletter, publié le 17 Juillet 2019, par la Geneva Internet Platform et DiploFoundation | Contributeurs: Cedric Amon, Katarina Andelković, Stephanie Borg Psaila (éditrice), Andrijana Gavrilović, Stefania Grottola, Arvin Kamberi, Marco Lotti, Nataša Perućica et Sorina Teleanu | Design: Aleksandar Nedeljkov, Viktor Mijatović, et Mina Mudrić, Diplo's CreativeLab | Pour nous contacter: digitalwatch@diplomacy.edu

Plus de contenus en ligne

Lorsque vous voyez une icône bleue  cliquez dessus pour avoir accès à plus d'informations en ligne.

Sur la couverture

Libra: *La nouvelle ambition de Facebook*. Credit: Vladimir Veljasević

© DiploFoundation (2019) <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

